



## L'OTAN dans les Balkans : l'histoire d'un démembrement organisé

Yougoslavie, Monténégro, Macédoine du Nord : l'histoire de l'expansion otanienne dans les Balkans est celle d'une stratégie froidement exécutée, et non d'un mouvement spontané des nations.

*René Zittlau*

lun. 29 juin 2026      9 min de lecture

**Note de la rédaction :** Suite à la publication du récent article *"Comment s'est déroulé l'élargissement de l'OTAN ? Trois études de cas"* (22 juin 2026, par Stefano di Lorenzo), René Zittlau a souhaité revenir sur certains points de cette politique délétère, dont nous payons aujourd'hui le prix.

## La nature de l'histoire

Nous vivons une époque très agitée. Mais cela a toujours été le cas, même en Europe. C'est simplement que nous n'en avons pas toujours l'impression. En effet, après la Seconde Guerre mondiale, et jusqu'aux événements qui ont bouleversé le monde à la fin des années 1980 et au début des années 1990, l'Europe dans son ensemble – tant à l'Est qu'à l'Ouest – vivait au sein de structures rigides qui donnaient une impression de calme. Pourtant, ce calme n'était qu'apparent. Ce n'est pas un hasard si cette période est appelée la Guerre froide.

Les forces militaires s'affrontaient à une échelle qui fait paraître (encore) modestes les chiffres d'aujourd'hui en comparaison. Qui en a conscience aujourd'hui ? La Guerre froide s'est également déroulée sur tous les autres fronts imaginables – politiques, économiques, diplomatiques et culturels – avec le soutien massif des services de renseignement.

L'effondrement de l'Union soviétique et des autres États du bloc socialiste a donc été le résultat d'une guerre qui englobait tout, sauf un affrontement militaire direct entre les deux camps rivaux.

L'histoire, donc, ne se déroule pas simplement d'elle-même, pas plus qu'elle ne prend fin d'elle-même ; elle est le résultat des actions de forces concrètes et spécifiquement identifiables. Et ce sont ces forces qui ont orchestré ce qu'on a appelé l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, en violant à maintes reprises des traités contraignants en vertu du droit international. La volonté des peuples et des États n'a pas été le facteur déterminant dans ce processus ; elle a plutôt été mise au service de cet agenda.

## L'éclatement délibéré et organisé de la Yougoslavie

Tant que le bloc socialiste centré sur l'Union soviétique existait — et donc tant qu'il existait des normes diplomatiques et politiques minimales régissant la coexistence de systèmes sociaux rivaux, qui avaient été consacrées dans des traités contraignants en vertu du droit international —, la désintégration ou l'éclatement de la Yougoslavie ne se posait pas.

Il était de notoriété publique que les États-Unis — et le Royaume-Uni en particulier — considéraient comme une erreur le fait que l'Occident n'ait pas établi de présence militaire dans les Balkans pendant la Seconde Guerre mondiale. Néanmoins, la situation en Yougoslavie au début des années 1990 était relativement stable, et il n'était pas question d'un effondrement du pays. Les conflits entre les différents

groupes ethniques (Serbes, Croates, Slovènes, Bosniaques, Albanais) ou religieux (catholiques, chrétiens orthodoxes, musulmans) étaient également largement méconnus. Comme en Union soviétique, les gens n'avaient généralement aucune idée de l'appartenance ethnique de chacun. Le nationalisme, en tant que force destructrice, n'existait donc que de nom. C'est en ces termes que l'analyste politique croate [Alex Krainer décrit ce phénomène dans un article publié sur Substack](#) :

*« L'une des expériences les plus marquantes de ma vie a été le déclenchement de la guerre en ex-Yougoslavie en 1991, et la raison en était le changement quasi instantané de la psychologie collective qui s'est produit dès que les premiers obus d'artillerie ont commencé à tomber en Croatie. Jusqu'à ce moment-là, la grande majorité des gens – j'oserais dire bien plus de 90 % – pensaient que la guerre était impensable, qu'elle n'arriverait jamais. Qui aurait bien pu vouloir faire la guerre ? Cela semblait impossible ; seule une poignée de têtes brûlées prônait la guerre. »*

*Les récits diffusés par les médias occidentaux, selon lesquels des haines séculaires refoulées auraient éclaté, étaient totalement absurdes. Les peuples de l'ex-Yougoslavie étaient profondément liés sur les plans social, économique et culturel. Dans la plupart des cas, nous ne savions même pas qui, parmi nos voisins, était serbe, croate ou musulman, et de nombreuses familles étaient mixtes. »*

## ALEX KRAINER

Alors, qui a alimenté cette force et l'a laissée se déchaîner, entraînant le pays dans une guerre destructrice ? D'où venaient l'argent et les armes ?

L'Allemagne réunifiée s'est investie à fond dans cet effort, sous la houlette du ministre allemand des Affaires étrangères Genscher. Il a secrètement promis à la Slovénie et à la Croatie non seulement une reconnaissance rapide par l'UE si elles se séparaient de la Yougoslavie, mais aussi des sommes considérables pour soutenir leur avenir, y compris des armes provenant des stocks de la NVA. Est-ce là à quoi ressemble la diplomatie de la non-ingérence — ce principe même auquel la République fédérale d'Allemagne s'était engagée à Helsinki en 1975 et, peu de temps auparavant, lors des négociations « 2+4 » ? Sans parler de la Loi fondamentale.

Même les Britanniques, qui ne sont généralement pas prudes, ont été surpris par l'audace des Allemands, comme l'illustre le négociateur de la CE pour la Yougoslavie, [Lord Peter Carrington](#).

Mais de toute évidence, il fallait saisir ce moment historique pour « otaniser » rapidement les Balkans au moyen d'une stratégie de « diviser pour mieux régner », qui a abouti à la destruction de la Yougoslavie et à un soutien massif à la création de la Croatie, de la Slovénie, de la Bosnie-Herzégovine et, surtout, du Kosovo. La guerre nécessaire pour y parvenir a été acceptée de bon gré, l'Allemagne étant en première ligne lors de son premier déploiement militaire depuis la chute du Reich allemand en 1945. Quelqu'un se souvient-il encore du « [plan en fer à cheval](#) » de l'ancien ministre de la Défense du SPD, le « comte » Scharping ?

Par la suite, après la première bataille de l'OTAN contre la Yougoslavie, il ne restait plus de la grande Yougoslavie d'autrefois qu'une petite Yougoslavie : la fédération de Serbie-et-Monténégro. Mais même cela restait une épine dans le pied des stratèges de l'OTAN. En effet, cette fédération garantissait à la Serbie — alliée historique de la Russie — un accès à la mer Adriatique et, par là même, à la Méditerranée. Tout a d'abord été mis en œuvre pour séparer le Monténégro de la Serbie en tant qu'État, puis pour préparer psychologiquement la population de ce nouveau petit État, hostile à l'OTAN, à l'adhésion du pays à l'Alliance. La coopération extrêmement étroite avec Dukanovic — un criminel qui s'était reconverti en homme politique — n'a surpris personne. C'est ainsi que le Monténégro, pays dépourvu d'armée, est devenu membre de l'alliance militaire de l'OTAN. La seule raison en était la situation géographique de la Serbie, qui a par conséquent perdu son seul accès à la mer d'importance stratégique.

Le Monténégro, membre de l'OTAN — et, jusqu'à son adhésion à l'OTAN, État plutôt favorable à la Russie —, est précisément le pays qui a interdit au ministre russe des Affaires étrangères, M. Lavrov, de survoler son territoire alors qu'il se rendait en Serbie pour une visite de travail. Il s'agit là d'une politique de l'OTAN difficile à surpasser en termes de perfidie.

Le revirement radical mentionné dans l'article original concernant le Monténégro n'était pas souhaité par la population ; il a été orchestré — et donc imposé — par l'OTAN. Il suit le même schéma que, par exemple, en Ukraine.

Après l'adhésion du Monténégro à l'OTAN, seule l'ancienne république de Macédoine, issue de l'ancienne Yougoslavie, restait un voisin de la Serbie non membre de l'OTAN. Ce problème a été résolu en 2020, une fois encore grâce à la diplomatie « extrêmement amicale » de l'OTAN et de l'UE : la Macédoine, pays candidat à l'adhésion à l'UE (depuis 2005), a été mise au pied du mur : soit votre

pays est rebaptisé « Macédoine du Nord », soit vous pouvez oublier l'adhésion à l'OTAN et la perspective d'adhésion à l'UE. Et si vous ne voulez pas de nous, alors jetez un œil à ce dont nous sommes capables en matière de révolutions pacifiques.

Le pays a choisi l'humiliation et a rejoint l'OTAN en 2020.

Cette adhésion à l'OTAN n'avait elle non plus rien à voir avec la Macédoine du Nord — un pays d'importance économique et militaire négligeable — mais était uniquement due à la situation géographique de la Serbie. Car cette décision a achevé l'encerclement du pays par les membres de l'OTAN. Depuis lors, le pays subit une pression massive de la part de l'OTAN et de l'UE pour qu'il s'aligne sur leurs politiques. Cela signifie avant tout se joindre aux sanctions contre la Russie. Compte tenu des réalités géopolitiques, c'est presque un miracle que l'État serbe, sous la direction du président Aleksandar Vučić, existe encore sous sa forme actuelle.

## La politique de l'OTAN n'est pas une politique de paix

C'est un mythe de croire qu'il appartient à chaque État de décider librement d'adhérer ou non à l'OTAN. Chaque adhésion à cette alliance d'États — qui est tout sauf engagée en faveur de la paix et fonctionne à la merci des États-Unis — revêt une importance stratégique au service des intérêts américains.

C'est dans ce contexte qu'il faut évaluer la politique d'expansion, en particulier depuis 1990. Elle poursuivait deux objectifs : créer les conditions d'un affaiblissement durable de la Russie et, une fois la déstabilisation de la Russie réussie, créer les conditions de l'assujettissement de la Chine. Toutes les autres questions jouaient – et continuent de jouer – un rôle tout à fait secondaire.

Comme un fil rouge, les événements qui servent les intérêts stratégiques de l'OTAN se déroulent précisément dans les pays où l'Alliance cherche à renforcer son influence. Toutefois, les initiatives soutenues par l'OTAN ne rencontrent pas partout le même succès, comme en témoigne le cas de la Serbie. Dans certains pays, les responsables politiques semblent avoir tiré les enseignements des changements de régime rapides observés ailleurs, notamment en Géorgie. Il convient toutefois de se garder d'adopter une vision trop optimiste. En effet, l'UE et l'OTAN ont conclu un accord contraignant en janvier 2023. Le point 9 de la [Déclaration commune sur la coopération entre l'UE et l'OTAN du 10 janvier 2023](#) stipule :

*« Notre partenariat stratégique, qui se renforce mutuellement, contribue à renforcer la sécurité en Europe et au-delà. L'OTAN et l'UE jouent des*

*rôles complémentaires, cohérents et qui se renforcent mutuellement dans la promotion de la paix et de la sécurité à travers le monde. Nous continuerons à utiliser les outils communs à notre disposition — que ce soit sur le plan politique, économique ou militaire — pour poursuivre nos objectifs communs au profit de notre milliard de citoyens.»*

## DÉCLARATION COMMUNE SUR LA COOPÉRATION ENTRE L'UE ET L'OTAN

Ces propos doivent être pris très au sérieux. L'interprétation actuelle de ce que l'OTAN et l'UE entendent par « promouvoir la paix et la sécurité » montre à quel point ils doivent l'être.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

[Analyse](#) [Allemagne](#) [Serbie](#) [Yougoslavie](#) [L'OTAN](#)